

Nous avons beaucoup entendu parler de la sédition préconisée dans nos universités. Nous étions au courant depuis un certain temps, mais nous n'avons pas agi. Tous les journaux des collèges canadiens ont tenté d'imprimer le manifeste du FLQ. Ils l'ont peut-être fait à cause des encouragements qu'ils avaient reçus d'individus tels que Grey. Les honorables sénateurs se rappelleront, j'en suis certain, que le sénateur Cameron avait signalé aux Canadiens que Grey, communiste notoire, avait obtenu une bourse du Conseil des arts. Renvoyons ces personnes de nos universités et qu'on y enseigne que la liberté sans la responsabilité, c'est l'anarchie.

L'application de la loi sur les mesures de guerre doit être surveillée judicieusement. Certaines des mesures qui ont été prises sont ridicules. A Charlottetown, berceau de la Confédération, un groupe de cadets se préparaient à partir pour un concours de tir. Les fusils ont été saisis par la Gendarmerie royale. Les agents ne pensaient sûrement pas qu'il s'agissait d'insurrection appréhendée. A Summerside, un navire chargeant des pommes de terre à destination de la Floride a été gardé par la Gendarmerie royale. De nombreux navires ont quitté ce port durant les deux guerres mondiales sans jamais l'être. Est-ce un usage judicieux de l'expérience et de la formation acquises dans la Gendarmerie royale?

Les Canadiens commencent à s'inquiéter de la situation et exigent que les membres du FLQ soient arrêtés et accusés. Les citoyens de la Colombie-Britannique aiment à se vanter du sasquatch qui vit à l'intérieur de leur province. C'est une créature insaisissable; on l'entrevoit de temps à autre, mais personne n'a jamais réussi à la capturer. Le FLQ est presque aussi insaisissable que le sasquatch de la Colombie-Britannique.

Nombre de gens s'inquiètent de l'unité canadienne à la suite de cette malheureuse crise. J'estime que les Canadiens sont plus unis que jamais auparavant. Le reste du pays éprouve de la sympathie pour les résidents du Québec qui vivent dans la terreur; nous sommes résolus à laver cette tache. Passons à l'action et trouvons des solutions. Notre fierté nationale l'exige.

**L'honorable Hazen Argue:** Honorables sénateurs, je désire, en premier lieu, souhaiter la bienvenue aux sénateurs qui viennent d'être nommés par le premier ministre. Je suis sûr que ces dames et ces messieurs se montreront dignes d'éloge au cours des années à venir. J'admire la sagesse du premier ministre qui a su choisir des personnes de qualité représentant une bonne partie de l'éventail des options politiques. A tout prendre, je crois que les Canadiens approuveront les choix du premier ministre.

Le discours du trône a été l'objet de bien des critiques, mais il démontre que le gouvernement est au courant de certains des grands problèmes auxquels le Canada et le monde libre doivent faire face.

De la tribune de la Chambre des communes et comme membre du caucus, j'ai vu le premier ministre à l'œuvre et je crois qu'en sa personne le Canada a un chef courageux, un penseur lucide et un homme qui contribuera de façon remarquable au maintien de l'unité et à la préservation de la nation elle-même.

Je félicite le motionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône, mon voisin, le sénateur Molgat. Son premier discours au Sénat est un effort magistral, qui

[L'honorable M. Phillips.]

témoigne d'une grande connaissance de l'Ouest canadien et de beaucoup de vigueur dans les débats. C'est un homme qui, j'en suis sûr, continuera de marquer profondément la vie publique canadienne.

Les propos du sénateur Giguère, qui a appuyé la motion, m'ont vivement intéressé et impressionné. Il a énoncé avec talent certaines des principales politiques du gouvernement du Canada.

Honorables sénateurs, je le répète encore une fois, je suis heureux d'être associé ici avec le leader du gouvernement et de bénéficier du leadership qu'il donne au Sénat. A mon avis, celui-ci s'attire de plus en plus chaque jour le respect de la population canadienne, et le mérite de ce succès revient dans une large mesure à la direction éclairée du sénateur Martin.

**Des voix:** Bravo!

**L'honorable M. Argue:** Il nous encourage à travailler. Il nous pousse. Parfois, lorsque nous nous trouvons dans nos foyers, à des milliers de milles d'Ottawa, il nous téléphone pour nous rappeler que certaines questions seront débattues au Sénat, pour lesquelles notre présence est requise. Nous savons, je pense, apprécier ce genre de leadership.

Le Canada connaît des heures très pénibles. Une crise politique a menacé l'existence même de notre nation et une crise économique de grande envergure sévit. Je suis originaire des Prairies et je sais que, ces derniers mois, une crise agricole y est venue s'ajouter à la récession générale. Économiquement parlant, nous avons beaucoup souffert. Aussi, nous sommes extrêmement heureux du succès évident que le gouvernement, la Commission canadienne du blé, le ministre de l'Industrie et du Commerce et d'autres obtiennent dans la vente et l'écoulement des céréales canadiennes. Non seulement le volume des exportations augmente à un rythme considérable, mais les prix du blé et de l'orge ont commencé à se raffermir et à monter.

Il semble à ceux d'entre nous qui ne sont pas des experts en économie que le cultivateur ordinaire qui croit de son devoir de produire avait peut-être plus raison de penser ainsi que les soi-disant experts qui nous ont incités à réduire la production. Je constate qu'ils disent déjà: «Vous n'aurez pas à réduire autant la production l'année prochaine.» A mon avis, même les experts rabâchent de temps à autre cette vieille rengaine, mais ils le font de manière si savante que parfois les gens sont vraiment impressionnés. Mais nous sommes très reconnaissants de l'accroissement manifeste des ventes.

Notre pays a fait preuve d'initiative en reconnaissant la Chine. Cela explique peut-être la vente de blé considérable de ces derniers temps, mais je serais porté à croire que la confiance et l'échange d'idées que cette reconnaissance a fait naître favoriseront le commerce entre le Canada et la Chine, ce qui nécessairement sera à l'avantage mutuel des deux pays.

Il y a environ deux ans, le gouvernement a décidé, selon les principes économiques généraux de Keynes, de mettre en vigueur un programme de base tendant à réduire la demande globale dans le pays, dans l'espoir que cela atténuerait les pressions inflationnistes sans trop nuire à la production nationale. A mon avis, les principes de Keynes sont maintenant dépassés et devraient être